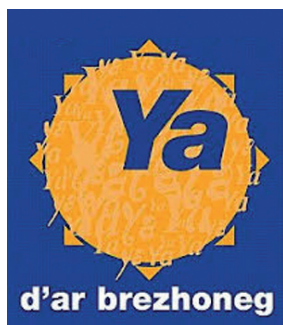


Ya d'ar Brezhoneg!

Qui a dit : « Je ne crois pas que nous soyons encore au temps où la langue française était menacée par les langues régionales. J'ai eu d'ailleurs plusieurs fois l'occasion de dire que, sur ce sujet aussi, je souhaite être pragmatique. Ces langues régionales, jouent désormais leur rôle dans un enracinement qui contribue à la force d'une région. C'est pourquoi je souhaite qu'à travers les différents réseaux d'éducation, nous puissions accompagner sa juste place ».



Tous à Guingamp samedi !

sur l'authenticité des signataires et leur plein consentement.»

« Je regrette profondément la démarche des parlementaires LREM et je les invite à venir rencontrer des parents, des enfants, des bénévoles, des élus en Bretagne », a renchéri Loïg Chesnais-Girard. « Nous ne demandons pas l'impossible mais juste de pouvoir enseigner à nos enfants une autre langue, au même titre que l'anglais ou l'espagnol, par exemple. C'est tout simplement le droit au choix et à l'égale dignité des langues entres elles. »

Et maintenant que le recours déposé par les parlementaires LREM a permis de censurer la loi Molac ? C'est bien sûr vers le président de la République que tout le monde se tourne. Loïg Chesnais-Girard demande le respect des propos tenus à Quimper, mais aussi le respect du texte signé à Rennes, par le premier ministre, concernant l'usage du tildé. Les défenseurs du Breton se sont donnés rendez-vous, samedi 29 mai, devant la gare de Guingamp à 13h30. Comme chacun vient de s'en rendre compte, les adversaires des langues régionales disposent de relais au sein de l'exécutif. Aux Bretons, mais aussi aux Basques, aux Occitans ou aux Catalans de se mobiliser pour qu'enfin, les apprentis sorciers responsables de cette situation trouvent une solution pour que leurs langues puissent être parlées et enseignées en toute sécurité.

C'était Emmanuel Macron, le 21 juin 2018, à Quimper. Le même Emmanuel Macron, qui, trois ans plus tard, s'est empressé de publier la loi Molac, partiellement censurée par le Conseil constitutionnel.

Suite au recours intenté par des parlementaires LREM, téléguidés par le ministre de l'Éducation nationale, Jean-Michel Blanquer, deux éléments ont été censurés : l'usage du N tildé dans les documents d'état civil et la pédagogie immersive.

« Il s'agit d'un véritable acharnement contre l'usage, la préservation et la promotion de nos langues. Cette décision remet en cause plus de cinquante ans d'enseignement par voie d'immersion, y compris dans l'enseignement public depuis vingt-cinq ans », a vivement réagi le député du Morbihan. **« Le péril n'est pas immédiat, mais le risque de recours existe bel et bien »,** confirme le constitutionnaliste Jean-Jacques Urvoas.

« Cette décision est complètement incompréhensible, d'autant que de nombreux doutes persistent sur la recevabilité de ce recours, notamment



La paix maintenant

Le calme est revenu en Palestine après onze jours de violences, de bombardements et de destructions. Une fois de plus, la communauté internationale a laissé l'armée israélienne tirer sur Gaza. Jusqu'à la prochaine fois... Jusqu'à la prochaine provocation du gouvernement Netanyahu, qui, pour des motifs de politique intérieure, cherchera à exacerber les tensions pour pouvoir se présenter comme un rempart contre le Hamas.

Une paix durable au Proche Orient passe par la création d'un État palestinien et l'arrêt de la colonisation.

La reconnaissance de l'État de Palestine ne doit pas être considéré comme un acte hostile envers Israël, mais au contraire comme une contribution à l'effort de paix. Chacun voit bien l'impasse dans laquelle la confrontation a conduit le Proche Orient. Il est donc temps de jouer la carte de la coopération entre deux États, côte à côte et non face à face.

Fiers d'être solidaires!

On ne gagne pas une élection, uniquement, sur un bilan. Cependant, c'est tout de même en fonction de l'action menée par l'équipe Finistère et Solidaires, que les électrices et les électeurs pourront juger de la crédibilité du projet qui leur sera proposé.



Le temps fort des solidarités

Au cours de ce mandat, à bien des égards exceptionnel, le Conseil départemental s'est concentré un peu plus encore autour des politiques de solidarités. **« Nous avons fait le choix de l'accompagnement du quotidien des familles, avec une attention toute particulière aux personnes les plus vulnérables, des enfants jusqu'aux plus âgés, dans le respect de chacun et chacune »,** explique la présidente sortante Nathalie Sarrabezolles. **« Ce sont les valeurs d'égalité et de cohésion sociale qui ont guidé notre action, tant en termes de solidarité humaine que de solidarité territoriale. »** C'est évidemment lors du premier confinement que ces valeurs de solidarité ont pris tout leur sens avec le maintien du service public et un effort financier conséquent pour répondre à l'urgence sociale. **« Ce sont les valeurs d'égalité et de cohésion sociale qui ont guidé notre**

action, tant en termes de solidarité humaine que de solidarité territoriale », précise Marc Labbey, chef de file des candidat.es Finistère et Solidaires.

Participation, innovation et évaluation ont été les maîtres-mots de la majorité départementale durant ce mandat.

Le mandat a été rythmé par une série de rencontres organisées avec les forces vives du Finistère. À cet égard, on peut citer « À l'asso », en juillet 2017 à Quimper, dédié au monde associatif, le temps fort des solidarités à Brest pour que les acteurs qui interviennent dans le domaine social puissent expliquer leurs attentes vis-à-vis du Conseil départemental ou les Assises de l'alimentation.

« Un mandat placé sous les signes de l'innovation, de l'évaluation et de la participation. »

Le Département du Finistère est, dans bien des domaines, l'un de ceux qui innove le plus en matière sociale. L'opération « Petits pas grands pas », par exemple, vise à accompagner les futurs et les jeunes parents de manière à prévenir les erreurs éducatives. Il s'agit d'une sorte « d'école des parents ». Dans son projet national, le Parti Socialiste propose de développer et de généraliser ce type de dispositif.

Tous les schémas départementaux font l'objet d'une évaluation réalisée par les associations concernées et par les Finistériennes et les Finistériens qui souhaitent apporter leur contribution. Actuellement, le 4^e schéma gérontologique est en cours d'évaluation. **« Nous voulons**

recueillir tous les avis, des professionnels mais aussi des familles et des personnes âgées », insiste Solange Creignou. **« Pour ce faire, nous avons créé une adresse mail pour recevoir les contributions (bienvieillir@finistere.fr) mais, puisque toutes les personnes âgées ne sont pas à l'aise avec internet, nous avons adressé des questionnaires papier aux allocataires de l'APA (Aide Personnalisée à l'Autonomie). »**

Des experts, locaux et nationaux, sont aussi sollicités. **« Plus d'une vingtaine d'entretiens ont été programmés entre janvier et mars »,** précise Solange Creignou.



Les Assises de l'alimentation

Dans un souci de transparence, un comité d'évaluation a été mis en place. Il est composé d'une trentaine de personnes représentant les élu.es, les services du Conseil départemental, de l'État, des associations de retraités et de personnes âgées ou des établissements.

La crédibilité de la majorité sortante repose sur le respect des engagements pris en 2015. Le projet qui sera proposé aux Finistériennes et aux Finistériens s'inscrit dans le prolongement de cette démarche : participation, innovation et évaluation.

Un budget maîtrisé



Département dans ce domaine et extrêmement réduite. »

« Y a qu'à et faut qu'on ». Voilà le discours tenu par la Droite finistérienne tout au long de ce mandat. « Il n'y a qu'à construire des routes, augmenter toutes les subventions et, dans le même temps, il faut réduire le nombre des agents, sans jamais préciser dans quel domaine et baisser les impôts, alors même que la marge de manœuvre du

Malgré un contexte financier assez défavorable pour les collectivités locales, le budget du Département du Finistère reste maîtrisé. En effet, depuis 2015, les dotations de l'État sont passées de 224 à 189 millions d'euros. Chaque année, le Département doit

financer, à la place de l'État, 143 millions d'euros pour financer les allocations individuelles de solidarités. Et pourtant... le Finistère est l'un des départements le moins endetté de France avec une capacité de désendettement de trois ans. Alors que les départements de la même strate affichent une dette de 455 euros par an et par habitant, la sienne n'est que de 349 euros. Les dépenses internes sont maîtrisées puisque les dépenses en ressources humaines ne sont que de 176 euros par an et par habitant, alors que la moyenne nationale se situe à 186 euros.

Cette saine gestion permet chaque année au Département d'investir environ 110 millions d'euros dans des projets d'intérêt départementaux, comme par exemple, le futur collège de Landerneau ou *Le Signal*, Centre d'interprétation sur la sécurité maritime.

Faire confiance à la jeunesse

Le 21 mai était, pour Loïg Chesnais-Girard et les candidats de la région brestois, une journée placée sous le signe de la jeunesse et, plus précisément, sous celui de la confiance que la liste La Bretagne avec Loïg accorde à la jeunesse bretonne.

Dans les locaux de la ligue de l'enseignement, le candidat, accompagné du Pôle jeunesse de la liste (Olivier David, Isabelle Pellerin, Pierre Pouliquen et Gaby Cadiou) a participé à un moment d'échanges, en présentiel et en visioconférence, avec une vingtaine d'étudiants, engagés dans des associations comme la *FédéB* ou élus dans les instances universitaires (CNESER). Dans un second temps, les candidat.es sont allés à la rencontre des jeunes en reconversion dans un parcours d'insertion et en formation qualifiante qui participent au «*Défi éloquence*» organisé par le *Théâtre du Grain* en résidence au Maquis.

Même si le Conseil régional n'est pas responsable, les étudiants étaient unanimes pour demander une réforme de l'aide sociale étudiante. «**En ne prenant en compte que les revenus des parents, une grande partie des étudiants, qui ne bénéficient pas de la solidarité familiale, se voient privés de nombreuses aides réservées aux boursiers**», ont-ils rappelé. La demande du maintien des repas à un euro, même après la pandémie, est également une revendication des étudiants.



Échanges avec les jeunes, le 21 mai à Brest

Pour des raisons financières, de nombreux jeunes n'utilisent pas suffisamment les transports en commun. L'idée d'un abonnement, illimité, permettant d'utiliser les réseaux de bus, de TER ou de bateaux pour les îles, sur le modèle des sites de musiques ou de vidéos, rencontre une véritable adhésion de la part des jeunes.

«On peut faire confiance aux élus du CRJ (Conseil Régional des Jeunes)», a rappelé Gaby Cadiou. **«Sur la question des langues régionales, par exemple, ils ont effectué un travail remarquable.»**

Pour Loïg Chesnais-Girard, il faut entendre cette demande d'autonomie et de co-construction de la jeunesse. **«Dans notre projet, nous avons inscrit le principe du budget participatif dans les lycées. Au regard de l'échange que nous avons eu, on va peut-être envisager les budgets participatifs à l'échelle des universités et voir avec les instances universitaires comment les organiser.»**

Après Hercule...

Dans une Tribune intitulée «Réforme d'EDF : pourquoi un tel secret autour des négociations?», publiée dans Le Monde, Tristan Foveau, vice-président de Brest métropole en charge des opérateurs d'énergie et président du Pôle énergie Bretagne, revient sur l'abandon du projet Hercule annoncé par Bruno Le Maire.

«**E**xit donc Hercule, mais pas la réforme puisque Bruno Le Maire appelle désormais à construire le «grand EDF» et que les tractations avec Bruxelles sur le sujet se poursuivent, aussi inéluctablement que confidentiellement. Mais pourquoi maintenir un tel secret autour de ces discussions ? Ni la représentation nationale, ni les élus locaux, ni, a fortiori, le grand public ne disposent d'informations précises et confirmées.

Si, dans notre système institutionnel, l'élection présidentielle confère à son vainqueur une légitimité démocratique pour

cinq ans, qui permet au chef de l'État et au gouvernement d'agir, celle-ci ne saurait se muer en un blanc-seing général, inconditionnel et absolu.

Si la réforme d'EDF devait, demain, aboutir, elle prendrait corps dans un projet de loi ou une ordonnance. Les parlementaires seraient donc appelés à se prononcer sur un texte qu'ils n'auraient à aucun moment contribué à définir et sur lequel leur capacité d'amendement serait

contrainte par le résultat des discussions menées avec la Commission.

Afin de contrebalancer ce déséquilibre institutionnel patent, il faut envisager de conférer au Parlement la capacité d'encadrer le pouvoir discrétionnaire du gouvernement, via un dispositif de résolution parlementaire contraignante introduit à l'article 88-4 de la Constitution. La V^e République ne facilitant pas cet exercice, il pourrait, à tout le moins, être prévu une information régulière et détaillée des commissions compétentes de l'Assemblée et du Sénat sur le cadre et le contenu des négociations.



Pourquoi un tel secret ?

Pour Jürgen Habermas «des déficits de légitimité se font sentir chaque fois que le cercle des personnes qui participent aux décisions démocratiques ne recoupe pas le cercle de ceux qui subissent les conséquences de ces décisions». De telles dispositions, sans entraver en rien l'action gouvernementale, contribueraient à réduire ces déficits de légitimité.»

Agenda

20 et 27 juin
Élections
départementales et
régionales.

27, 28 et 29 août
Rendez-vous de rentrée
à Blois.

Retrouvez-nous sur

 Facebook
PS.Finistere
 et Twitter
@fede_PS29

Cap Finistère

Le Breton Socialiste

CPPAP 1222 P 11428
N° 1356 - Vendredi 28 mai 2021
www.ps29.bzh - cap-finistere@wanadoo.fr
26 B, rue Aristide-Briand - 29000 QUIMPER
Tél. 02 98 53 20 22

Directeur de la publication : Kévin FAURE

Rédacteur en chef : Jean-Yves CABON
Tél. 02 98 43 44 39
13, rue de Portzmoguer - 29200 BREST

Impression : Presses Associatives du Finistère
Tél. 02 98 43 11 44

S'abonner

Nom :

Prénom :

Adresse :

.....

Abonnement papier

Abonnement numérique

..... @

Tarifs pour l'année

Adhérents : 25 euros (papier) ;

20 euros (numérique)

Non adhérents : 50 euros (papier) ;

35 euros (numérique)

Chèque à l'ordre de :
ADFFFP



Mobilisation!

Yohann Nédélec

Le Parti Socialiste veut confirmer ses bons scores des Municipales, dans le Finistère, pour les élections départementales et régionales des 20 et 27 juin. « Nous nous engageons dans ces deux campagnes avec la ferme intention de conserver ces deux collectivités à Gauche », affirme le Premier secrétaire fédéral, Yohann Nédélec.

Cap Finistère : Dans quel état d'esprit les Socialistes du Finistère s'engagent-ils dans les campagnes pour les élections départementales et régionales des 20 et 27 juin ?

Yohann Nédélec : Après le Bureau fédéral, qui s'est tenu le 14 mai, auquel ont participé nos candidates et candidats aux Départementales et aux Régionales, je peux dire que les Socialistes, aux quatre coins du Finistère, sont pleinement mobilisés pour que le Département et la Région restent à Gauche. Ce bureau intervenait quelques jours seulement après la commémoration des 40 ans de l'accession de François Mitterrand à l'Élysée et l'arrivée de 285 députés socialistes, épaulés par 44 députés communistes au Palais Bourbon. Pour moi, cet anniversaire doit nous conduire à méditer sur l'importance de l'union de la Gauche.

« La Région et le Département ont montré leur complémentarité au service de l'Ouest breton. »

Cap Finistère : Justement, les Socialistes ne s'engagent pas seuls dans ces campagnes.

Yohann Nédélec : Absolument. Il faut souligner que, pour la première fois, des accords électoraux ont été passés avec le PCF, puis avec les Régionalistes et enfin avec le PRG ce qui permet de prouver que le PS tendait bien la main à tout le monde. Si le PS pouvait être taxé d'hégémonique, preuve est faite que nous avons su parler à tout le monde. Je précise cela car, sans revenir dans le détail des négociations, il y avait une possibilité d'accord avec EELV. À l'instar de ce qui a pu se faire dans les Côtes d'Armor, par exemple, ou bien plus proche de nous, à Douarnenez ou, différemment, sur Plabennec et Lesneven. Mais, hélas, nos amis n'ont pas souhaité répondre favorablement à nos propositions. Rendez-vous donc le 20 juin prochain pour placer les candidates et candidats de Finistère et Solidaires en tête

pour créer cette dynamique de second tour.

Voilà pour les accords entre les organisations. Mais l'union et l'ouverture ne se limitent pas aux accords d'appareils, comme l'a souligné notre chef de file pour les Départementales, Marc Labbey. Sur les 54 candidates et candidats qui se présentent sous les couleurs de Finistère et Solidaires, ou qui sont soutenus par la majorité départementale, seuls 17 sont adhérents au Parti Socialiste. Les autres sont des élus ou des représentants du monde associatif qui travaillent au quotidien avec le Conseil départemental et qui se reconnaissent dans ses valeurs de solidarité, de coopération et de défense du service public. Je tiens, à ce propos, à saluer le travail collectif effectué par la Fédération, le groupe de Gauche au Conseil départemental, co-présidé par Armelle Huruguen et Kévin Faure, et Marc Labbey.

Cap Finistère : Est-ce une chance ou un handicap de devoir mener deux campagnes en même temps ?

Yohann Nédélec : À nous de faire en sorte que ça soit une chance. Le Bureau fédéral du 14 mai, auquel je faisais allusion, avait justement pour objet de faire le point sur les deux campagnes, notamment avec Michaël Quernez, tête de liste dans le Finistère, quelques heures avant l'annonce officielle de la composition de la liste. Nous devons bien sûr parvenir à créer des synergies entre les deux campagnes et c'est d'autant plus facile qu'elles existent déjà entre les deux collectivités. Sur énormément de sujets la Région et le Département interviennent déjà conjointement. Les deux équipes majoritaires ont l'habitude de travailler ensemble et partagent la même ambition. Si nous voulons qu'elles restent toutes les deux à Gauche c'est aussi parce qu'elles ont montré leur complémentarité au service de l'Ouest de la Bretagne.

J'ajoute que les propositions des Socialistes bretons, portées par le BREIS, notre union régionale, sous la houlette de Forough Salami-Dadkhah, ont été élaborées avec des représentants du groupe à la Région, mais aussi des groupes de Gauche des quatre départements.

Par conséquent, c'est avec la même énergie qui nous a toujours animée lorsqu'il s'agit de faire gagner la Gauche, dans le Finistère et en Bretagne, que nous entrons en campagnes.

